

Obama signifie au Congrès américain le retrait du Burundi de l'AGOA

RFI, 31-10-2015 Obama retire au Burundi son statut de partenaire commercial privilégié. Le président Obama a signifié, le 30 octobre, au Congrès américain son intention de retirer le Burundi des pays bénéficiaires de l'Agoa, l'accord commercial préférentiel entre les Etats-Unis et l'Afrique. La Maison Blanche explique dans un communiqué que le Burundi ne remplit plus les critères qui permettent de maintenir ce partenariat. « Le Burundi n'a fait aucun progrès dans le rétablissement de l'Etat de droit, et du pluralisme politique », a critiqué le président des Etats-Unis.

Dans cette lettre envoyée au Congrès, Barack Obama donne aux élus, comme le veut la règle, les raisons de l'éviction du Burundi, qui ne fera donc plus partie de l'Agoa, l'African Growth and Opportunity Act. La liste des griefs est longue : « Répression de l'opposition, assassinats extrajudiciaires, arrestations arbitraires, et tortures pendant la campagne électorale qui a maintenu le président Nkurunziza au pouvoir ». De plus, « le gouvernement a empêché les partis d'opposition de tenir des meetings et de faire campagne pendant ce processus électoral », poursuit Barack Obama, « la police et les milices proches du pouvoir ont fait preuve d'une violence qui a conduit à l'exode de 200 000 personnes depuis avril ». Le département d'Etat, à plusieurs reprises, a demandé à Bujumbura d'accepter des négociations inclusives pour sortir de la crise, et menacé de prendre des sanctions. Barack Obama estime que son message n'a pas été entendu. Le Burundi est donc sorti de l'accord commercial préférentiel avec les Etats-Unis. La décision prend effet en janvier. Avec notre correspondante à Washington, Anne-Marie Capomaccio